
VENDÉE EAU
ZAC Bell
57 Rue Paul-Émile Victor
CS 90041
85036 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX
Tél. : 02.51.24.82.00
Mail : vendee-eau@vendee-eau.fr

MARCHÉ DE TRAVAUX

PROCÉDURE ADAPTÉE

(Article L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique)

**TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE MANCHETTES DE
TRAVERSEE DE VOILE A LA SURPRESSION DU CHAIGNEAU**

24TX179

<p>2 – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)</p>

SOMMAIRE

CHAPITRE I -	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
Article 1 -	Objet du marché.....	4
Article 2 -	Notifications	4
Article 3 -	Intervenants.....	4
1)	Maîtrise d'œuvre	4
2)	Contrôle technique.....	4
3)	Coordination Sécurité et Protection de la santé (SPS)	4
Article 4 -	Pièces constitutives du marché	5
Article 5 -	Pièces administratives à fournir en cours d'exécution	5
Article 6 -	Prescriptions techniques	5
Article 7 -	Décomposition du marché	5
1)	Allotissement	5
2)	Tranche(s) optionnelle(s)	6
3)	Phases techniques.....	6
Article 8 -	Variantes et Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
1)	Variantes.....	6
2)	Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
Article 9 -	Exécution complémentaire.....	6
1)	Avenant	6
2)	Services supplémentaires (anciennement marchés complémentaires)	7
3)	Circonstances imprévisibles	7
4)	Marchés de prestations similaires	7
Article 10 -	Sous-traitance	7
Article 11 -	Clauses sociales et environnementales.....	7
CHAPITRE II -	PRIX ET RÈGLEMENT	7
Article 12 -	Contenu des prix	7
Article 13 -	Répartition des paiements	8
1)	Paiement des cotraitants	8
2)	Paiements des sous-traitants.....	8
Article 14 -	Avance	9
Article 15 -	Variation des prix	9
Article 16 -	Modalités de règlement	9
Article 17 -	Délais de paiement.....	10
CHAPITRE III -	DÉLAIS.....	10
Article 18 -	Délais d'exécution	10
Article 19 -	Prolongation du délai d'exécution.....	10
CHAPITRE IV -	EXÉCUTION.....	11
Article 20 -	Période de préparation	11

Article 21 -	Etudes d'exécution	11
Article 22 -	Suivi des déchets	11
Article 23 -	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	11
Article 24 -	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	11
Article 25 -	Vérifications qualitatives des matériaux et produits	13
Article 26 -	Dégradations causées aux voies publiques	13
Article 27 -	Signalisation des chantiers	13
Article 28 -	Essais et contrôles des ouvrages.....	13
CHAPITRE V -	PÉNALITÉS	13
Article 29 -	Montant des pénalités pour retard d'exécution	13
Article 30 -	Infractions aux prescriptions de chantier	13
Article 31 -	Montant des pénalités pour retard dans la remise des documents fournis après exécution	14
Article 32 -	Autres pénalités	14
CHAPITRE VI -	réception et GARANTIES	15
Article 33 -	Réception	15
Article 34 -	Garanties	15
1)	Retenue de garantie	15
2)	Garantie de parfait achèvement	15
3)	Garantie décennale	16
4)	Garanties particulières	16
Article 35 -	Assurance	16
Article 36 -	L'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux.....	16
CHAPITRE VII -	RESILIATION	17
CHAPITRE VIII -	DÉROGATIONS AU CCAG	17

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux de RENOUELEMENT DE MANCHETTES DE TRAVERSEE DE VOILE A LA SURPRESSION DU CHAIGNEAU (Vendée - 85).

Article 2 - Notifications

En cours d'exécution, les notifications seront faites par voie postale (dérogation partielle à l'article 3.1.1 du CCAG). Ponctuellement, l'acheteur pourra notifier des documents à l'adresse électronique du titulaire avec accusé réception.

Article 3 - Intervenants

1) Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par ALTEREO, 3 rue de Tasmanie, Bâtiment A, 44115 BASSE GOULAIN (tél : 02.40.34.00.53).

Le Maître d'Œuvre désigné est chargé d'une mission relevant du Livre IV de la 2^{ème} Partie du Code de la Commande Publique et de son Annexe 20 (Arrêté du 22 Mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé), comportant les éléments normalisés suivants :

- Etudes d'avant-Projet.....AVP
- Etude de projet.....PRO
- Assistance à la passation des contrats de travaux.....ACT
- Examen de conformité au projet des études d'exécution.....VISA
- Direction de l'Exécution des Travaux.....DET
- Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement.....AOR

Les études d'exécution (EXE) n'étant pas confiées au Maître d'Œuvre, la charge de leur établissement incombe à l'Entreprise au titre de son marché (voir article 20 du CCAP).

2) Contrôle technique

Sans objet

3) Coordination Sécurité et Protection de la santé (SPS)

La mission de coordinateur SPS a été confiée à ATAE, 12, avenue Jules Verne, 44230 SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE (tél : 02.51.71.93.30).

Article 4 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché prévalent dans l'ordre suivant :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement (A.E.) et ses éventuelles annexes financières,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire,
- l'offre technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leur éventuels actes modificatifs,

Pièces générales :

- le CCAG des marchés publics de Travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021,
- Fascicule n°2 du CCTG – Terrassements Généraux
- Fascicule n°71 du CCTG – Fourniture, pose et réhabilitation de canalisations d'eaux à écoulement sous pression,
- Fascicule n°74 du CCTG – Construction des réservoirs en béton et réhabilitation des réserves en béton ou en maçonnerie.

Nota : Les pièces générales, réputées être connues des candidats, ne sont pas fournies dans le DCE. Les pièces générales applicables sont celles en vigueur au mois d'établissement des prix (mois Mo).

Article 5 - Pièces administratives à fournir en cours d'exécution

Dans le cadre de la réglementation en matière de lutte contre le travail dissimulé, le titulaire (mandataire et co-traitant éventuel) du présent contrat doit fournir tous les six mois, à compter de la notification de son marché, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, ainsi que l'ensemble des documents et attestations exigés par Vendée Eau.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, Vendée Eau met gratuitement à disposition une plate-forme en ligne <https://declarants.e-attestations.com>, qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs précités.

Par conséquent, le titulaire du présent contrat sera invité par courriel à s'inscrire sur cette plateforme afin d'y déposer lesdites pièces.

Article 6 - Prescriptions techniques

Cf. CCTP

Article 7 - Décomposition du marché

1) Allotissement

Sans objet

2) Tranche(s) optionnelle(s)

Le marché est divisé en 1 tranche ferme :

- Renouvellement des manchettes de traversée de voile de la canalisation d'aspiration avec la création d'un bypass et des deux canalisations de refoulement à la surpression du Chaigneau avec la mise en place de la vanne d'obturation 3D DN400 en charge et le collier de prise en charge DN400/DN300 sur la canalisation d'aspiration existante.

et 1 tranche optionnelle :

- En remplacement de la vanne d'obturation 3D DN400, une coupure de distribution sera organisée afin d'installer une vanne papillon en fonte DN400 ainsi qu'un collier de prise en charge DN400/DN300 **de nuit (1 unité)**.

3) Phases techniques

Sans objet

Article 8 - Variantes et Prestations supplémentaires éventuelles

1) Variantes

- **Variante(s) obligatoire(s) :**
Sans objet
- **Variantes facultatives :**
Les variantes facultatives ne sont pas autorisées.

2) Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet

Article 9 - Exécution complémentaire

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

1) Avenant

- Lorsque son montant est inférieur ou égal à 15% du montant du marché initial pour les marchés de travaux (article R2194-8 du Code de la Commande Publique). Ce pourcentage est apprécié au regard du montant initial du marché après application, le cas échéant, de la clause de variation des prix.

ou

- Quelque soit son montant, si les modifications apportées ne sont pas substantielles (article R2194-7 du Code de la Commande Publique)

2) Services supplémentaires (anciennement marchés complémentaires)

Lorsque des services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figurent pas au présent marché, sous réserve des dispositions des articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la Commande Publique.

3) Circonstances imprévisibles

Lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues n'entraînant pas de changement de la nature globale du marché, sous réserve des dispositions de l'article R2194-5 du Code de la Commande Publique.

4) Marchés de prestations similaires

Des marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence peuvent être passés ultérieurement dans les conditions fixées à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique

Article 10 - Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages (articles R2193-1 à 2193-4 du Code de la Commande Publique), provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-10 à R2193-16 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire remet la déclaration ou à l'acte spécial de sous-traitance à l'acheteur public contre récépissé ou envoyer par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire utilise à cet effet l'annexe 1 à l'acte d'engagement du présent marché. Ce modèle est le seul utilisé tant pour les sous-traitants présentés lors de la remise des offres (déclaration de sous-traitance) que pour ceux présentés en cours d'exécution du marché (acte spécial de sous-traitance).

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 50.3.1.e) du CCAG).

Article 11 - Clauses sociales et environnementales

Cf CCTP.

CHAPITRE II - PRIX ET RÈGLEMENT

Article 12 - Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en euros, hors TVA.

Ils tiennent compte de toutes les suggestions suivant le descriptif technique exposé dans le présent DCE, pour une exécution complète des prestations demandées.

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG TR, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

La rémunération du titulaire est établie sur la base du montant forfaitaire fixé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

Aucune réclamation de l'entreprise ne peut être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Article 13 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- ou à l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

1) Paiement des cotraitants

Chaque membre d'un groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Dans le cas d'un groupement solidaire sans distinction des prestations, est ouvert un compte unique au nom du groupement.

2) Paiements des sous-traitants

Lorsque le sous-traitant a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur public dans les conditions de l'article 9, celui-ci est payé directement par l'acheteur public pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse ses demandes de paiement via le portail Chorus Pro. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

Le maître d'ouvrage se libère des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants aux crédits des comptes désignés dans les déclarations ou les actes spéciaux de sous-traitance.

Article 14 - Avance

Une avance est accordée au titulaire du marché en application de l'article R.2191-3 du Code de la Commande Publique si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois sous réserve de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire. Le titulaire peut refuser le versement de l'avance en le signalant dans l'acte d'engagement.

L'option B de l'article 10.1 du CCAG s'applique : le montant de l'avance est fixé, sous réserve des dispositions prévues pour les sous-traitants par l'article R.2191-6 du Code de la Commande Publique, à 5 % (10% pour les PME) du montant du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Article 15 - Variation des prix

Les prix sont révisables à chaque acompte par application de la formule $P = P_0 [I_n / I_0]$

Dans laquelle :

P	est le prix révisé
P ₀	est le prix de base
I _n	est l'indice de prix à la date de révision
I ₀	est l'indice de prix à la date d'établissement du prix initial, à savoir le mois correspondant à de la date limite de remise des offres (offre finale après négociation le cas échéant).

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois 0 correspondant à la date limite de remise des offres (offre finale après négociation le cas échéant).

L'indice choisi est **TP 10f- Canalisation assainissement et d'adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux » (base 2010)**

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Article 16 - Modalités de règlement

Conformément à l'article 10.2 du CCAG, le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde.

Les projets de décompte sont adressés au maître d'œuvre, dont les coordonnées sont indiquées à l'article 3.1.

Les demandes de paiement sont adressées obligatoirement par voie électronique via Chorus Pro.

Les taux de TVA appliqués seront ceux en vigueur à la date de la fin d'exécution des prestations correspondantes.

Article 17 - Délais de paiement

Le délai de paiement est celui fixé dans l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière ; il est actuellement de 30 jours.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire de recouvrement fixée à 40 €. Lorsque les frais de recouvrement sont supérieurs au montant de cette indemnité, le titulaire ou le sous-traitant en paiement direct, peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

CHAPITRE III - DÉLAIS

Article 18 - Délais d'exécution

Le délai d'exécution du marché comprend :

- une période de préparation dont le délai est indiqué par le candidat à l'acte d'engagement. Le délai sera de 26 semaines maximum dont 17 semaines de délais d'approvisionnement des vannes 3D en charge. La date prévisionnelle de début de la période de préparation est mars 2025 ;
- le délai d'exécution des travaux est indiqué par le candidat à l'acte d'engagement. Il sera de 56 jours calendaires soit 8 semaines maximum, à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux (à défaut, sa date de notification). La date prévisionnelle de début d'exécution des travaux est septembre 2025.

Article 19 - Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé du nombre de jours calendaires au cours desquels le travail a été arrêté du fait des intempéries.

Sont toutefois considérés comme prévisibles et sont donc défalqués les jours aux cours desquels ont été constatés les phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite
Pluie	40 mm pendant 24 h
Neige	10 cm pendant 24 h
Gel	t<10° pendant 5 jours

La prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée.

CHAPITRE IV - EXÉCUTION

Article 20 - Période de préparation

Pendant la période de préparation, le titulaire devra réaliser les tâches suivantes :

- établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG TR, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- achèvement par le maître d'œuvre des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG TR et à l'article 8.2 ci-après.
- établissement par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG TR, du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité.

Article 21 - Etudes d'exécution

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Article 22 - Suivi des déchets

Le SOGED est demandé pendant la période de préparation du chantier ou à défaut dans un délai de 2 mois à compter de sa notification (article 36.2.1 du CCAG).

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage les bordereaux de suivi des déchets pour chaque évacuation (article 36.2.2 du CCAG).

Article 23 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Le titulaire se doit de respecter les dispositions de l'article 31.1 du CCAG TR en ce qui concerne les installations de chantier.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par le titulaire.

L'entrepreneur aura à sa charge l'installation de chantier ainsi que celle concernant les fluides énergie.

Article 24 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A/ Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de "coordonnateur S.P.S".

VENDÉE EAU

CCAP – 24TX179 – TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE MANCHETTES DE TRAVERSEE DE VOILE A LA SURPRESSION DU CHAIGNEAU

B/ Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

C/ Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

C.1 Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

C.2 Obligations du titulaire

. Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

. Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

. Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

. Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

. A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D/ Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

Article 25 - Vérifications qualitatives des matériaux et produits

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications et la surveillance de la fabrication seront assurées par le maître d'œuvre et l'organisme de contrôle le cas échéant.

Article 26 - Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire prendra totalement à sa charge toutes les dégradations causées aux voies empruntées dont la réparation pourrait lui être réclamée, soit par les communes pour les voies communales, soit par les particuliers pour les voies privées. Les frais qui en résulteraient font partie des faux frais de l'entreprise.

Article 27 - Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par le titulaire sous le contrôle du maître d'œuvre.

Article 28 - Essais et contrôles des ouvrages

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter des essais et des contrôles à la diligence et à la charge de l'entrepreneur, suivant les clauses du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Le titulaire lui adresse les certificats constatant les vérifications effectuées.

CHAPITRE V - PÉNALITÉS

Article 29 - Montant des pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 euros.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation partielle à l'article 19.2.3 du CCAG, il est appliqué une pénalité de 1/1000 du montant du marché par jour de retard.

Article 30 - Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il est fait application de pénalités indépendantes de celles visées ci-dessus et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviennent de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles sont déduites des situations mensuelles.

- Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier : 300 euros par jour par constatation
- Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites ou brulage sur site des déchets : 1000 euros par jour calendaire de retard
- Retard dans la remise de documents nécessaires à la préparation des travaux : 200 € par jour de retard
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, fiches produits, études de détail, plans de synthèse, etc. ...) : 75 euros par jour calendaire de retard.
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 75 euros par jour calendaire de retard
- Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons : 75 euros par jour calendaire de retard
- Retard dans le nettoyage du chantier : 500 euros par jour calendaire de retard
- Retard dans l'évacuation des gravois et autres déchets hors du chantier : 300 euros par jour calendaire de retard
- Inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé : 500 € par infraction constatée.
- Retard dans les travaux de remise en état ou de remplacement pendant le délai de la période de garantie : 500 € par infraction constatée.
- **Dépassement du créneau autorisé, précisé au paragraphe 2.7.2 du CCTP, concernant la coupure de l'alimentation des secteurs de distribution : 250 € par heure de dépassement.**
- En cas de manquement aux engagements pris par le candidat dans son mémoire technique sur les mesures limitant l'impact sonore du chantier, une pénalité forfaitaire de 250 € pourra être appliquée.

Article 31 - Montant des pénalités pour retard dans la remise des documents fournis après exécution

Le montant de la pénalité de retard dans la remise des documents fournis après exécution est fixé à 200 € par jour.

Article 32 - Autres pénalités

- Pénalités pour absence et retards (30 min) aux réunions : si l'entrepreneur ou son représentant agréé n'assistent pas à un rendez-vous de chantier auquel il a été convié, il est passible d'une retenue de 300 € sauf sur excuse justifiée par cas de force majeure.
- Pénalités pour retard dans la levée de réserves : si dans un délai fixé dans le PV de réception, l'entrepreneur ne remédie pas aux imperfections, les malfaçons constatées lors de la réception, il est passible d'une pénalité fixée forfaitairement à 800 € par jour de retard. Au-delà d'un délai de 30 jours de pénalités, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de faire lever les réserves par une autre entreprise.
- Le montant de la pénalité pour non remise du SOGED est de 200 € par jour de retard à compter de la période de préparation du chantier ou à défaut dans un délai de 2 mois à compter de sa notification

- Le montant de la pénalité pour non-remise d'un bordereau de suivi des déchets est de 200 € par jour ouvré d'infraction.

CHAPITRE VI - RÉCEPTION ET GARANTIES

Article 33 - Réception

La réception des ouvrages ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au CCTP. Elle sera prononcée pour l'ensemble des travaux faisant l'objet du présent marché.

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.1 la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, les entreprises restant responsables de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Elles bénéficient d'un délai de 30 jours pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée. Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont 15 jours pour lever les réserves.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage a le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

Article 34 - Garanties

1) Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur les règlements en cours de travaux jusqu'à l'expiration du délai de garantie. Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande ou, si l'entité adjudicatrice ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire.

Cette retenue de garantie peut être remplacée par un cautionnement prenant la forme d'une "garantie à première demande" ou d'une "caution personnelle et solidaire" (article R2191-36 du Code de la Commande Publique).

La retenue de garantie ou le cautionnement sont libérés dans un délai d'un mois suivant l'expiration du délai de garantie visé à l'article 44.1 du C.C.A.G. sauf si la personne responsable du marché a signalé à l'entrepreneur et à la banque ayant délivré la caution, par lettre recommandée, que l'entrepreneur n'a pas rempli toutes ses obligations (article R2191-35 du Code de la Commande Publique).

2) Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date de réception, sauf prolongation conformément à l'article 44.2 du CCAG.

3) Garantie décennale

Bien que les présents travaux ne soient pas soumis à l'obligation légale d'assurance décennale, le titulaire assure pour ce marché les risques relevant de l'assurance décennale dans le cadre d'une assurance complémentaire.

4) Garanties particulières

- | | |
|--|----------------------------|
| • Canalisations inox aériennes : | Délai de garantie : 5 ans |
| • Canalisations enterrées : | Délai de garantie : 10 ans |
| • Génie Civil (y compris manchettes) : | Délai de garantie : 10 ans |
| • Equipement (vannes) : | Délai de garantie : 2 ans |

Article 35 - Assurance

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit produire sur la plateforme sécurisée e-attestations, dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du courrier électronique lui précisant que son offre a été retenue les attestations d'assurance suivantes :

- assurance civile et professionnelle permettant de garantir la responsabilité du titulaire à l'égard du maître de l'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations ;
- assurance décennale (assurance complémentaire à l'assurance obligatoire).

Les attestations indiquent la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire produira une nouvelle attestation d'assurance avant la fin de validité de l'attestation précédemment fournie le cas échéant.

Article 36 - L'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

Conformément à l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution :

- Toute équipe intervenant dans le cadre de l'exécution du marché doit comporter au moins un encadrant titulaire d'une AIPR « encadrant ».
- Tout opérateur d'engin ou personnel intervenant à proximité des réseaux doit être titulaire d'une AIPR « opérateur ».

Le titulaire doit être en mesure de présenter ces AIPR au maître d'ouvrage chaque fois que celui-ci en fait la demande.

A défaut de présentation des autorisations réglementaires, le maître d'ouvrage se réserve le droit de récuser le personnel non qualifié qui exécute les travaux et appliquer, par simple constatation, la pénalité forfaitaire égale à 75 euros par jour calendaire et ce jusqu'à la date de présentation des autorisations en cours de validité réclamés.

CHAPITRE VII - RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article L2195-4 du Code de la Commande Publique et selon les dispositions des articles 49 et suivants du CCAG TR.

CHAPITRE VIII - DÉROGATIONS AU CCAG

En application de l'article 1.2 du C.C.A.G., les dérogations suivantes sont apportées au CCAG :

Dérogations aux articles du CCAG :	Par application des articles du CCAP :
3.1.1	2
4.1	4
8.1.3	35
19.2.1 et 19.2.2	29
19.2.3	29
34.1	26